NPA RÉVOLUTIONNAIRES
RÉVOLUTIONNAIRES
POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

CHS Novillars

16 novembre 2026

Le gouvernement n'en a pas fini avec le mouvement de la jeunesse !

Le ministre de l'Éducation, Édouard Geffray, a déclaré le 10 novembre qu'il n'y avait plus que « dix à vingt » lycées bloqués, quand selon ses propres services, plus de cent étaient fermés ! Ces chiffres ne comptent pas les établissements qui sont officiellement ouverts, mais sans le moindre élève présent, et d'autres dans lesquels les cours se tiennent plus ou moins, mais avec des lycéennes et lycéens toujours mobilisés, notamment les jours de manifestation. On est loin de la fin de mouvement rêvée par le ministre !

Une colère toujours plus forte

La mobilisation étudiante continue elle aussi, avec des assemblées générales à plusieurs centaines, et même à plus de 1 000 à Marseille, Nantes ou Bordeaux.

Samedi 14 novembre, 200 000 personnes ont encore manifesté, à l'appel des coordinations nationales étudiante et lycéenne.

Le gouvernement est d'ailleurs bien obligé de continuer à faire semblant de répondre. Après avoir évoqué une réforme de Parcoursup, le Premier ministre Lecornu a annoncé la création de 5 000 places supplémentaires en licence… Alors que ce sont des dizaines de milliers de bacheliers qui se retrouvent sans formation chaque année !

Bien conscient que ces miettes ne répondent en rien aux revendications des jeunes, le gouvernement utilise d'autres armes. Dans les lycées, les arrestations et conseils de discipline se multiplient, avec même des pressions contre les membres du personnel éducatif qui soutiennent leurs élèves. Dans les universités, les directions annoncent la tenue des examens, même là où les cours n'ont plus lieu depuis plus d'un mois !

Mais ces mesures, loin de calmer la colère, ne font que l'attiser.

Pour nos salaires, suivons l'exemple !

Dans ce contexte, et un mois après la reprise des manifestations du samedi contre le coût de la vie, les syndicats de la fonction publique ont appelé à une nouvelle journée de grève pour les salaires le 17 novembre. Un appel qui, loin de s'appuyer sur la mobilisation de la jeunesse, n'en dit pas un mot !

Comme si ce n'était pas elle qui, depuis le début de l'automne, nous montre la voie à suivre, bouscule la routine des discussions parlementaires sur le budget… et nous rappelle que nous ne gagnerons que ce que nous prendrons par la lutte, pas en suivant sagement le calendrier électoral !

Si le mouvement lycéen et étudiant gagnait la fin de la sélection à l'université, l'amélioration de ses conditions d'études, la reconnaissance de nouveaux droits, comme celui de faire grève… ce serait bien une victoire pour l'ensemble des travailleurs et des travailleuses.

Certains, en dehors de la fonction publique, ont d'ailleurs décidé de participer à la journée du 17 novembre. C'est le cas par exemple dans les transports lyonnais, ou dans des entreprises qui commencent leurs négociations annuelles obligatoires (NAO). Des étudiants en lutte vont parfois rencontrer des travailleurs, comme ceux de l'usine Lactalis de Cuincy (Nord), en grève à 80 % depuis le 5 novembre pour leurs salaires et leurs primes, afin de leur apporter leur soutien et de les inviter à se joindre à leurs cortèges dans les manifestations.

Une lutte sans frontières

Deux dates sont déjà prévues après le 17 novembre : jeudi 26, à l'appel des coordinations nationales lycéenne et étudiante, et auparavant vendredi 20, pour une journée internationale de grève étudiante contre la marche à la guerre et les bas salaires.

La mobilisation actuelle n'est pas spécifiquement française. Elle touche aussi l'Albanie, l'Allemagne, l'Espagne, la Grèce, l'Italie, le Portugal, plus récemment le Canada… Car si la hausse du coût de la vie, l'avenir bouché, la montée du racisme, du nationalisme et du militarisme concernent la planète entière, alors c'est à cette échelle que notre colère doit se faire entendre !



Amplifions le mouvement !

La jeunesse nous montre la voie. En 2025, les entreprises du CAC 40 ont distribué 107 milliards d'euros à leurs actionnaires. Le nouveau budget du gouvernement prévoit 211 milliards de subventions au patronat et pour nous le gel des salaires alors que tout augmente. Ce ne sont pas les élections qui changeront cette situation, mais nos luttes. Alors rejoignons le mouvement et rendez-vous ce mardi à 14 heures parking Battant pour manifester notre colère.

Promesse d'ivrognes ?

De nouveaux collègues sont arrivés. Bienvenue à eux. Néanmoins, d'autres continuent de partir en raison des conditions de travail, de la perte de sens et des salaires qui stagnent. La direction avait promis de se renseigner sur les causes de ces départs et de nous en informer mais dans ce domaine comme dans d'autres, les promesses…

Une unité en souffrance

L'espace Accueil Ados rencontre des difficultés récurrentes. Les équipes changent sans cesse et il faut recourir à des renforts de plus en plus souvent pour permettre à l'unité de ne pas fermer. Là aussi il y a une perte de sens et des moyens insuffisants.

Une situation dramatique

La protection de l'enfance, tout comme les hôpitaux et tous les services publics, n'a pas les moyens de ses missions. Régulièrement, elle demande une prise en charge par les hôpitaux psychiatriques des enfants en grande souffrance, sans obtenir de réponse à leurs besoins.

Il faut renverser cette société qui ne sait pas aider les plus démunis.

Balayer devant sa porte

La direction des soins lance une campagne contre les violences faites aux femmes. Bonne initiative, d'autant qu'à la direction comme dans l'encadrement, il y a du ménage à faire.

Bof !

Un poste de secrétaire de direction est à pourvoir au CHN. L'emploi peut sembler intéressant mais, vu le panier de crabes à la direction, le mieux est sans doute de s'abstenir.

Bientôt le minitel !

Au CMP du A nous avons quatre ordinateurs pour six paersonnes. L'un ne s'allume plus et un autre manque de touches. Difficile dans ces conditions de taper les comptes-rendus. Dans deux mois, nous sommes censés passer au logiciel « hôpital manager ». Au CMP, on s'oriente plutôt vers le retour du minitel.

À quand un peloton de CRS ?

En 2025, les forces de l'ordre ont dû intervenir six fois à l'hôpital pour gérer les problèmes de violences. Pas cool pour nous, car cela montre que les effectifs sont insuffisants. Et puis mieux vaut pouvoir s'en passer, car ces derniers temps, ils sont plus sollicités pour réprimer violemment les manifestants que pour nous filer un coup de main.

Plan d'urgence au CHN

La direction a organisé un plan d'urgence la semaine dernière. Les secrétaires avaient pour consigne de téléphoner aux médecins pour leur dire que Saint-Ylie avait brûlé et qu'une vingtaine de patients arrivaient sur Novillars. Résultat des courses, tout le monde s'est dit que les secrétaires avaient de l'humour, et sont repartis travailler dans leurs unités.

République démocratique du Congo : la faim menace plus de 30 millions de personnes

Sur fond de conflits armés, de déplacements de population, de flambée des prix et d'épidémie d'Ebola, le nombre de personnes confrontées à la famine pourrait atteindre 30,3 millions au premier semestre 2027. Les agences internationales et l'ONU appellent à une mobilisation « urgente » des financements.Mais les grandes puissances continuent à piller les richesses minières du pays et appuient tel ou tel groupe armé dans la guerre qui le ravage depuis des années. Financer des armements, d'accord, mais l'aide humanitaire pas question.

Nouvelle hausse du gaz en décembre

Le prix de référence du gaz va augmenter de 5,8 % au 1er décembre, a annoncé la Commission de régulation de l'énergie. Selon sa présidente, cela est dû à la hausse enregistrée sur les marchés internationaux. Sur l'ensemble de l'année 2026, par rapport à 2025, la facture du consommateur moyen va augmenter de 11,8 %, soit 143 euros. Tout augmente, sauf les salaires, les allocations et les pensions…

Pour nous joindre : nparevolutionnairesbesancon@gmail.com
Instagram : npa_revo_besancon Site national : https://npa-revolutionnaires.org